

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS — FRANCE  
TÉL. 320.36.20.  
C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 655 GUATEMALA: DEMISSION DU VICE-PRESIDENT  
DE LA REPUBLIQUE

Le 1er septembre 1980, M. Villagrán Kramer démissionnait de la vice-présidence de la République. Motif invoqué: la violation des droits de l'homme par le gouvernement du général Lucas García (cf. DIAL D 646 et 647). Ci-dessous, texte de la lettre de démission.

Minimisé par les milieux officiels, ce geste est qualifié par d'autres, de "fait politique grave". Certains observateurs se demandent si cette démission n'est pas le prélude à une solution politique de rechange à l'actuel gouvernement, disqualifié par sa répression unilatérale. Solution du type sociale-démocratie qui aurait l'aval des Etats-Unis, de préférence à une solution démocrate-chrétienne jugée irrecevable en raison de l'exemple salvadorien actuel (cf. DIAL D 639).

La démission du vice-président de la République est intervenue au moment où l'ancien responsable des relations publiques du ministère de l'intérieur, M. Elías Barahona, déclarait au Panama appartenir à l'"Armée de guérilla des pauvres" et s'être infiltré à ce titre au gouvernement. Il a accusé le général Lucas García, président de la République, d'être le chef militaire direct des "groupes d'extrême-droite".

Note DIAL

LETTRE DE DEMISSION  
DU VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Au Congrès de la République de Guatemala,

Je, soussigné Francisco Villagrán Kramer, vice-président de la République, viens exposer avec mon respect habituel ce qui suit.

Une partie importante du peuple de Guatemala avait mis sa confiance dans le programme commun présenté en 1978 par le Front élargi, en vertu duquel j'ai été élu vice-président de la République. Depuis que j'ai assumé cette charge, je me suis employé de toutes mes forces à mettre ce programme en pratique et à rendre crédible un gouvernement de centre-gauche propre à permettre au pays, après plus de douze années de violence politique, de rétablir la paix et de moderniser son système social, économique et culturel.

L'absence de jeu idéologique effectif et la prépondérance des secteurs les plus radicaux de la droite ont bloqué et bloquent toujours la recherche de la paix entre guatémaltèques et l'exécution du programme approuvé. En effet,

- l'ouverture politique nécessaire à un développement démocratique sain a été rendue impossible par l'assassinat des dirigeants politiques du centre et de la gauche;
- le mouvement syndical et la négociation collective entre le capital et le travail ont été compromis en profondeur par la poursuite systématique et l'assassinat des dirigeants syndicaux et d'un certain nombre de chefs d'entreprise;
- l'intégration sociale comme choix de développement de la société a été sérieusement affectée par l'hostilité persistante envers les secteurs indiens du pays;
- la défense du patrimoine économique de la nation a subi de sérieuses atteintes, par manque de vision globale et nationale;
- la culture, enfin, et ses institutions les plus prestigieuses comme l'Université de San Carlos, ont fait l'objet d'un harcèlement qui compromet l'avenir du développement culturel et technologique. Et cela dans le but d'identifier idéologiquement la culture avec le régime.

La crise ainsi engendrée, et qui affecte le pays tout entier, est profonde. Les générations nouvelles donnent le signe de leur non acceptation et leurs drapeaux commencent à apparaître à l'horizon. Le pays a besoin de grands accords nationaux permettant à la jeunesse de concrétiser ses espoirs dans le libre jeu idéologique et le respect des droits fondamentaux des citoyens. Et non par l'édification de barricades ou de tranchées de première ligne, car l'histoire montre que cette voie est sans issue.

Vu les désaccords avec le président de la République et l'absence de forums institutionnels pour débattre des graves problèmes nationaux qui affectent le pays, mon départ de la vice-présidence est devenu un impératif. C'est pourquoi je présente respectueusement au Congrès de la République ma démission, irrévocable, de ma charge de vice-président. Dans ma musette de vieux combattant de la démocratie et de la justice sociale, j'emporte les expériences vécues qui seront certainement utiles aux jeunes aspirant à une patrie plus juste et humaniste.

Je demande au Congrès de la République, conformément à la Constitution, d'accepter ma démission. Avec tous mes respects.

le 1er septembre 1980  
F. Villagrán Kramer  
vice-président de la République

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441